

P. 2
Événements
Questions à Claude Gengler,
directeur de la fondation
Forum EUROPA
Brèves

P. 3
Actualités du réseau
Actualités Europe

P. 4
Revue de Presse

Bilan d'étape pour l'ETB

"La coopération est plus intense que jamais", a souligné Guy Morin, président de l'Eurodistrict Trinationnel de Bâle (ETB) et du gouvernement de Bâle, le 20 avril dernier lors d'une conférence de presse présentant une rétrospective des actions de l'ETB après cinq années d'existence.

Le premier exemple cité fut celui d' "IBA Basel 2020", exposition internationale d'architecture transfrontalière, inédite en Europe, visant à donner des impulsions dans le domaine du développement urbain et de la culture urbaine*. Des projets stratégiques dans le domaine des transports ont également été mis en avant comme la réalisation d'une liaison ferroviaire avec l'EuroAirport, la construction de tramways transfrontaliers, la mise en place d'une zone tarifaire trinationale, le développement d'un port

rhénan trinationnel ou encore un projet sur la mobilité transfrontalière devant aboutir à la création de parkings relais transfrontaliers. Cet événement fut également l'occasion pour Jean-Marie Zoellé, maire de Saint-Louis, de lancer officiellement la phase de dépôt des projets pouvant obtenir une subvention du fonds de "microprojets" de l'ETB. 400 000 euros sont ainsi mis à disposition pour des "petits" projets transfrontaliers, portés par la société civile, visant à renforcer l'identité trinationale au sein de la population (par exemple des tournois sportifs, des expositions, des échanges entre associations, habitants, etc.) Les projets peuvent être déposés jusqu'à la fin de l'année 2014.

* Plus d'infos : www.iba-basel.net - www.eurodistrictbasel.eu



West-Vlaanderen/Flandre-Dunkerque-Côte d'Opale

Deux pays pour destination touristique

Le projet "Côte à côte", porté par l'AGUR* et 14 autres partenaires français** et flamands, a pour objet la promotion de l'offre touristique transfrontalière sur le littoral franco-belge.

En 2007, le bilan des actions touristiques menées sur le territoire était très encourageant. Seul bémol, les statistiques montraient une clientèle principalement de proximité. Comment alors attirer une clientèle plus variée, venant de plus loin et circulant sur le littoral transfrontalier ? C'est partant de ce constat que le projet, qui a

démarré en 2009 avec un financement Interreg, a défini son objectif principal : mettre en place une plus grande cohérence et une meilleure attractivité transfrontalière. L'enjeu était de positionner le territoire comme destination touristique transfrontalière autour d'une offre ciblée, construite sur une identité commune, sur des complémentarités en termes d'équipements et sur une offre émergente.

Le projet, qui doit se dérouler jusqu'en décembre 2012, a permis de lancer des actions concrètes,

comme la création d'un pass touristique transfrontalier, la production d'un magazine commun de l'offre touristique et culturelle, un calendrier d'événements, un site portail et de nombreuses mesures pour favoriser l'"accessibilité".

Contact : Pascale Montéfiore (p.montefiore@agur-dunkerque.org)

* Agence d'urbanisme et de développement de la région Flandre-Dunkerque, adhérente à la MOT, chef de file du projet.

** Dont la Communauté urbaine de Dunkerque, également adhérente à la MOT.

ÉVÈNEMENTS

MAI-JUIN-JUILLET

Groupe de travail sur les "Énergies renouvelables" - 29 et 30 mai 2012 à Lauterbourg, organisé par la MOT et l'Eurodistrict Regio Pamina

Séminaire "La gouvernance multi-niveaux dans la coopération transfrontalière" - 30 mai 2012 à Innsbruck, organisé par le Conseil de l'Europe

Débat sur l'avenir de la politique de cohésion 2014-2020
2 juin 2012 à Paris

Conférence Interact "Sustainable growth in Europe through ETC and its links with other EU funds"
5 et 6 juin 2012 à Florence

Séminaire "Reprise transfrontalière d'entreprises : les aspects liés à la transaction"
21 juin 2012 à Forbach, organisé par la MOT et l'Eurodistrict SaarMoselle

Conférence CECICN : "La coopération territoriale accélérateur de l'intégration européenne : Villes et régions, traits d'union par delà les frontières"
25 et 26 juin 2012 à La Coruña (ES)

13ème Congrès tripartite de la Région métropolitaine du Rhin supérieur
27 juin 2012 à Landau (Sud Palatinat)

Conférence TEIN [Euro-Institut/MOT/ARFE] : "The future of European territorial Cooperation: Capacity building in cross-border territories"
10 juillet 2012 à Bruxelles

Plus d'infos et tous les autres événements:
<http://www.espaces-transfrontaliers.eu>

Questions à Claude Gengler Directeur de la fondation Forum EUROPA*



Cela fait dix ans que vous accompagnez et stimulez le développement de la Grande Région. Selon vous, la donne a-t-elle changé ?

Le monde, l'Europe et, bien entendu, la Grande Région ont bien changé en dix ans. Les flux transfrontaliers ont considérablement augmenté (la Grande Région compte aujourd'hui plus de 230 000 travailleurs frontaliers, soit un quart de tous les frontaliers de l'UE), les interactions et interdépendances se sont accrues, certains clivages se sont creusés. Si je note une réelle prise de conscience de la réalité transfrontalière dans le discours politique, les projets tardent malheureusement à être mis en pratique.

Comment expliquer ces lourdeurs institutionnelles ?

Il ne faut pas oublier que la Grande Région est un espace transfrontalier très vaste et très complexe, avec ses cinq régions et ses quatre États concernés. Les compétences ne sont pas les mêmes, et elles ne sont pas réparties de la même façon de part et

d'autre des frontières. Pour le dire avec Alain Lamassoure**, nous sommes en présence d'une "zone grise" : certains problèmes rencontrés aux frontières sont d'une importance telle qu'ils ne peuvent pas être correctement traités par les acteurs locaux ou régionaux. En même temps, ils ne sont pas suffisamment graves et urgents pour être prioritaires dans les capitales, à Paris, Berlin ou Bruxelles. La crise économique et financière vient encore alourdir la tâche : les caisses publiques sont vides, ou presque ; le transfrontalier passe souvent en dernier ; il y a parfois un retour à des réflexes égoïstes, protectionnistes, nationaux.

La région Lorraine exerce depuis bientôt un an et demi la présidence de la Grande Région. Est-ce qu'il y a eu de réels progrès ?

Nous sommes en train de vivre la meilleure présidence française de la Grande Région depuis que le Sommet existe (1995), même si l'on peut toujours mieux faire. Je vois un réel intérêt de vouloir

repositionner la Lorraine face à ses enjeux transfrontaliers. La région continue à souffrir - plus que d'autres - de la crise ; elle devra jouer de façon plus ouverte et plus systématique la carte de la coopération transfrontalière. Dans ce contexte, la réalisation annoncée d'une région métropolitaine polycentrique transfrontalière doit être saluée. Reste à savoir quelle sera la bonne gouvernance, le transfrontalier n'étant pas seulement l'affaire des gestionnaires.

*La fondation Forum EUROPA à Luxembourg a été créée il y a dix ans afin de promouvoir la coopération transfrontalière au sein de la Grande Région SarLorLux/Rhénanie-Palatinat/Wallonie.
(claud.gengler@forum-europa.lu)
** Député européen, vice-président de la MOT.

Journée Transport en SaarMoselle



L'Eurodistrict SaarMoselle organise le 13 juin 2012 à Sarrebruck un **SYMPOSIUM : Journée du transport collectif transfrontalier en SaarMoselle**. Séances plénières et ateliers seront le lieu d'échanges et de réflexions entre les acteurs du territoire, des experts et des professionnels du transport collectif, avec la participation de nombreuses institutions, personnalités et intervenants qualifiés, dont la MOT.
Plus d'infos et inscriptions en ligne sur
<http://saarmoselle.evenementcom.net>

Un nouveau nom : le "Grand Genève"



Ce sont les habitants suisses et français qui ont choisi le nouveau nom de l'agglomération franco-valdo-genevoise : le "Grand Genève". Durant cinq semaines via un site Internet dédié, ils ont pu exprimer leur préférence entre "Grand Genève", "Genevagglo" et "Le Genevois". Au total 5031 personnes se sont prononcées.
Le 28 juin prochain, le projet

d'agglomération va entrer dans sa seconde phase avec la signature d'une nouvelle charte entre les partenaires. Le comité de pilotage transfrontalier jusqu'alors informel se constituera début 2013 en un Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT) de droit suisse. La société civile s'organise de son côté en un "Forum" qui assistera le GLCT.
A noter : "Grand Genève" aura pour sous-titre "Agglomération franco-valdo-genevoise" en plus petits caractères, afin de ne pas délaissier l'ensemble des partenaires du territoire.

ACTUALITÉS EUROPE

La Commission propose des mesures pour l'emploi

En avril 2012, la Commission a publié une communication dans laquelle elle énonce des mesures concrètes pour l'emploi. Celles-ci visent notamment la création d'un marché du travail européen à part entière : "pour améliorer la mobilité de la main-d'œuvre, la Commission tient à la suppression des entraves juridiques et pratiques à la libre circulation des travailleurs ; à cette fin, elle propose d'améliorer la transférabilité des pensions et le sort fiscal des travailleurs frontaliers et de mieux informer les travailleurs de leurs droits et obligations."

Rappelons qu'en Europe près de 196 millions de citoyens, soit 40% de la population, vivent dans une région frontalière. Sur les frontières françaises, on dénombre pas moins de 350 000 travailleurs frontaliers.

Plus d'infos : [http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=1270&urtheNe](http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=1270&url=urtheNe)

ACTUALITÉS DU RESEAU

Position de la MOT sur la préparation du Cadre stratégique commun 2014-2020

Suite à la publication des propositions de règlements pour la Politique de cohésion 2014-2020, la Commission a publié, le 14 mars dernier, un document de travail présentant les orientations du Cadre stratégique commun (CSC).

Ce CSC a pour objectif d'aider les Etats Membres dans la préparation de la prochaine période de programmation et plus particulièrement l'élaboration des Accords* de partenariats et des programmes. Il sera adopté dans sa version finale dans un délai de trois mois suivant l'adoption définitive des règlements. La position de la MOT, élaborée suite à une consultation de son réseau, porte sur les aspects du CSC qui concernent la coopération transfrontalière. En voici quelques extraits :

"La MOT souhaite qu'il y ait une **plus forte intégration entre les deux objectifs** de la Politique de cohésion 2014-2020 :

"Investissement pour la croissance et l'emploi" (ICE) et "Coopération territoriale européenne" (CTE)".

"Les priorités d'investissement

pour la CTE devraient être définies dans la première partie du CSC qui énonce les actions-clés à soutenir, soulignant ainsi la **complémentarité entre les deux principaux objectifs de la Politique de cohésion.**"

"La MOT considère comme **primordial que le volet transfrontalier et le volet transnational soient clairement distingués.**"

"La MOT se félicite de l'importance donnée [...] aux **partenariats entre les ministères et les autorités de gestion** dans la mise en œuvre du CSC. La MOT soutient en particulier le **renforcement de la place des collectivités territoriales** [...] dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des Accords de partenariat."

"Les **Accords de partenariat voisins** devraient coordonner leurs volets sur la coopération transfrontalière et veiller à ce que d'autres aspects liés à la stratégie de mise en œuvre concernant la coopération transfrontalière soient cohérents."

"La MOT partage le point de vue qu'il est **nécessaire d'assurer**



une articulation entre les instruments de financement de la Politique de cohésion et les autres politiques communautaires [comme] les politiques relatives au marché intérieur, à la concurrence, à l'emploi, aux affaires maritimes, au développement rural, aux transports, à l'environnement."

"La MOT soutient pleinement **les instruments de mise en œuvre des approches intégrées** au service du développement territorial. Elle estime que le CSC devrait **fournir plus de détails sur le fonctionnement de ces instruments** afin de permettre une mise en œuvre simple dans le contexte de coopération transfrontalière."

* Nouvelle appellation des Contrats de partenariats.

Télécharger la position de la MOT : [cliquez ici](#).

Réunions de la CECICN à Bruxelles

Le 2 mai 2012 à Bruxelles, les membres de la CECICN ont présenté aux hauts représentants des institutions européennes le programme de la 1^{ère} conférence européenne sur "la coopération intelligente" qui se tiendra les 25 et 26 juin à la Coruña en Espagne, ainsi qu'un document stratégique qui sera débattu à cette occasion afin d'affirmer le rôle décisif de la coopération territoriale pour réaliser les objectifs du marché intérieur et de la stratégie Europe

2020. Les membres de la CECICN se sont également entretenus avec la présidente du Comité des régions, Mercedes Bresso, le président de la Commission COTER, Michel Delebarre, le directeur général adjoint de la DG REGIO, Normunds Popens, ainsi que le directeur général adjoint chargé du marché intérieur et des services de la DG MARKT, Pierre Delsaux. Les institutions européennes ont manifesté un vif intérêt pour l'expertise technique de la CECICN

et souhaitent approfondir la collaboration à venir, notamment en développant un rôle d'observateur et de relais pour la CECICN, à définir suite aux Open Days 2012.

Le Bureau exécutif s'est ensuite réuni, jeudi 3 mai, à la représentation permanente de la Caisse des Dépôts à Bruxelles.

Plus d'infos sur ces rencontres dans la lettre du Président de la CECICN, M. Andersen, adressé au réseau : [cliquez ici](#).

Pour plus d'infos et pour s'inscrire à la conférence européenne : <http://www.cecicn.eu>



REVUE DE PRESSE

▲ Frontières françaises : le port de l'angoisse ?

Le Monde, 4 mai

Article de Michel Foucher, géographe – "On savait depuis Claudio Magris que les frontières européennes avaient été des idoles exigeant des sacrifices humains. [...] L'avenir de notre pays ne passe pas par un repli sur soi derrière une frontière de fer à la Vauban. L'heure n'est pas à la constitution d'un glacis entourant un pré-carré voué à une illusoire autarcie mais à l'énonciation publique d'un projet et d'une stratégie de long terme d'insertion de la France dans le monde tel qu'il a l'inconvénient d'être."

▲ Les régions européennes prennent position sur la politique de cohésion

Localtis, 9 mai

"Le Comité des régions veut une politique régionale plus souple et équitable, afin de répondre aux besoins spécifiques des territoires sans sanctionner les Etats dont le budget dérape. Alors que les Etats n'ont pas encore négocié les points cruciaux de la réforme, les collectivités ont rendu leur copie sur la politique régionale le 3 mai."

▲ Lille-Kortrijk-Tournai : partager cet enseignement supérieur de qualité

Croix du Nord, 4 mai

"L'Eurométropole se penche sur les synergies potentielles de ses grandes écoles et de ses universités."

▲ Un pôle contre les logements énergivores

Le Républicain lorrain, 3 mai

"Un pôle de coopération transfrontalière sur l'éco-construction ou l'éco-rénovation de bâtiments vient de voir le jour."

▲ Création de l'Etablissement public d'aménagement d'Alzette-Belval

Le Moniteur, 11 mai

"Décret n° 2012-327 du 6 mars 2012 - Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement"

▲ Devenir apprenti dans l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau

DNA, 27 avril

"Un nouveau protocole d'accord élargit les possibilités pour les apprentis français de réaliser la partie théorique de leur formation dans un CFA alsacien et la partie pratique dans une entreprise allemande de l'Ortenau et vice versa."

▲ L'emploi et le logement coupent en deux l'agglomération du Grand Genève

Les Echos, 15 mai

"L'agglomération franco-valdo-genevoise (915.000 habitants) devient le Grand Genève. A la veille de disposer d'un exécutif, un Livre blanc en souligne les déséquilibres."

▲ Ils travaillent au futur géoparc des Alpes cottiennes

Le Dauphiné libéré, 12 mai

"C'est dans le cadre du programme de coopération Alcotra et du plan intégré transfrontalier (PIT) des Hautes-Vallées qu'a pu naître le projet du géoparc des Alpes cottiennes. Avec la ville de L'Argentière-la-Bessée et Raymond Cirio le président du centre briannonnais de géologie alpine (CBGA), Gino Baral, du Piémont italien, est à l'origine du projet et il en est aujourd'hui le coordinateur."

▲ La Navarre et les Pyrénées-Atlantiques intensifient leur coopération

EITB, 25 avril

"Le président du Conseil général des Pyrénées-Atlantiques et la présidente du gouvernement de Navarre ont décidé d'impulser une quinzaine de projets de coopération bilatérale. Lors d'une réunion à Pau, ce mardi, les deux présidents ont évoqué la convention de coopération transfrontalière signée l'an dernier pour la période 2011-2014..."

▲ Pour une agriculture de proximité des deux côtés des Pyrénées

La Gazette Ariégeoise, 4 mai

"Le projet européen de coopération transfrontalière AgriProxi, dans lequel s'est engagée la Chambre d'agriculture de l'Ariège, vient de se terminer par un séminaire fait de retours d'expérience".

Troisième rapport de l'Observatoire des territoires :

"Dynamiques, interdépendance et cohésion des territoires"



Publiée par la DATAR, l'édition 2011 du rapport de l'Observatoire des territoires fait le point sur les disparités et les grandes tendances à l'œuvre dans les territoires français. Il analyse les enjeux de cohésion territoriale à différents niveaux géographiques et les principaux défis auxquels sont confrontés les territoires aujourd'hui.

Une nouveauté à noter : un chapitre est spécifiquement consacré aux "espaces transfrontaliers : des territoires d'intégration fonctionnelle et politique diversifiés". Cette contribution de la MOT fait référence à une étude, en cours de production par la MOT et la FNAU, pour la DATAR : "Etude comparée et observation statistique des agglomérations transfrontalières".

Organisé en réseau et animé par la DATAR, l'Observatoire des territoires constitue le lieu de synthèse et de mise en perspective d'informations produites sur les territoires par les services de l'Etat, les collectivités territoriales et les organismes d'étude et de recherche. Il est chargé de réaliser tous les trois ans un rapport au Premier ministre, transmis au Parlement. Un volet, développé en coopération avec la MOT et la FNAU, est consacré aux territoires transfrontaliers.

<http://territoires.gouv.fr/le-rapport-de-l-observatoire-des-territoires-etabli-par-la-datar-intitule-dynamiques-interdependance>

L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
www.espaces-transfrontaliers.eu

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : ETB, Union européenne 2012, DR

Pour vous abonner, modifier ou supprimer votre abonnement :
www.espaces-transfrontaliers.eu
(onglet "Newsletter")

